|  |  |
| --- | --- |
| D:\Ficheiros Virgínia Outubro 2007 actualizados set 2014\APEM\AA ex aequo\Instrumentos e procedimentos\Divulgação de números\Logo ex aequo.jpgAPPEL À CONTRIBUTIONS/CALL FOR PAPERS**Genre et statut en politique internationale:****Dynamiques de coopérations, conflits et activismes**Coordination: **Vânia Carvalho Pinto** (Instituto de Relações Internacionais, Universidade de Brasília, Brasil) (vcp.unb@gmail.com) **Andrea Fleschenberg** (Instituto de Estudos Asiáticos e Africanos, Universidade Humboldt de Berlim, Alemanha)(andrea.fleschenberg@hu-berlin.de) | Indexation:http://exaequo.apem-estudos.org/theme/apem/images/scopus.pnghttp://exaequo.apem-estudos.org/theme/apem/images/scielo.gifhttp://exaequo.apem-estudos.org/theme/apem/images/scielo_citation_index.pnghttp://exaequo.apem-estudos.org/theme/apem/images/doaj.jpghttp://exaequo.apem-estudos.org/theme/apem/images/erihplus.jpghttp://exaequo.apem-estudos.org/theme/apem/images/latindex.jpg |
|  |  |

**DÉLAI D’ENVOI –** 17 mai 2019 (à publier en novembre 2019)

(à publier jusqu’au décembre de 2019)

**En plus des articles pour les dossiers thématiques, ex æquo accepte en permanence des contributions aux sections d’études des essais ainsi que des critiques de livres.**

Le statut est un élément fondamental des relations entre les états et les acteurs internationaux. Comme un ensemble de croyances collectives et partagées à propos de la position de chacun des acteurs, cet ensemble de perceptions détermine qui réussit quoi, quand et dans quelles conditions. Ce sont des perceptions qui éclairent les droits, les obligations et les normes de référence qu’un acteur peut anticiper, aussi bien que les expectatives existantes en termes de comportement vis-à-vis de ceux qui occupent des positions dominantes ou subordonnées. Étant donné qu’à l’acquisition de statut correspond un traitement favorable dans différentes sphères (Weiss e Fershtman 1998, 802), ainsi que la capacité d’accès à différents pays et groupes, la possibilité d’influencer l’agenda, et l’accès à des bénéfices matériaux (Jakobsen, Ringsmose e Saxi 2018, 2), l’obtention de statut est vue comme hautement désirable.

 Les croyances sous-jacentes à l’idée de statut sont fondées sur la valeur attribuée tant à des caractéristiques matérielles qu’immatérielles. À titre d’exemple, et de façon non exhaustive, nous pouvons énumérer la richesse, les capacités coercitives, la culture, la position démographique, l’organisation socio-politique et l’influence diplomatique ; mais aussi, la capacité de l’état ou de l’organisation d’adhérer aux standards civilisationnels du moment (Larson, Paul e Wohlforth 2014, 7, 20-21, 25; Neumann 2014, 85-114).

 Tous ces indicateurs assument des contours différents, variant en continuité entre statut et stigmate, en fonction de l’époque historique et de la localisation géographique. La compréhension de ce qui est « bon » et « désirable » en termes de culture, de civilisation, d’organisation socio-politique, pour ne parler que de quelques-uns, n’est ni étanche ni immuable (Zarakol 2014, 319-324; Renshon 2017, 36).

Il s’ensuit que les droits des femmes occupent un espace singulier dans l’évolution normative de la société internationale, où des valeurs comme la discrimination, la protection de l’environnement, l’humanitarisme, entre autres (Mozaffari 2001; Gong 2002, 82), tiennent de plus en plus d’espace dans la structuration des hiérarchies sociales de pouvoir entre les états. Généralement perçus comme indicatifs du niveau de « progrès » et de « modernité » d’un état (Jayawardena 1994; Towns 2007, 2016; Abu-Lughod 2009), les droits des femmes se sont constitués comme un élément central des politiques externes de pays si divers comme la Suède et les Émirats Arabes Unis.

De plus, au niveau des rapports dans le Nord, et entre le Nord et le Sud globaux, il y eut, depuis les années 90, une série d’interventions – militaires et non-militaires –, aussi bien que des opérations d’assistance officielle au développement, dans lesquelles on retrouvait des préoccupations concernant les droits des femmes et/ou l’intégration de la dimension de genre (par exemple les cas d’Afghanistan, d’Irak et des Balkans). Ces interventions ont été controverses – étant donné les contextes préexistants de l’héritages coloniaux et de géopolitiques néo impériales –, mais elles ont aussi engendré une série d’initiatives, non seulement de la part d’institutions gouvernementales dans le domaine des *policy-making*, mais aussi de la part de la société civile. Des mouvements transnationaux de femmes, des réseaux et alliances, aussi bien que des organisations locales de femmes et activistes ont joué un rôle significatif dans ces configurations, souvent marquées par des constellations de conflit et rupture aux niveaux macro et méso. À souligner les actions d’organisations et mouvements transnationaux comme *Women Living under Muslim Laws* (WLUML) et *Musawah*; régionaux comme *Women’s Regional Network;* ou locaux comme *Afghan Women’s Network*.[[1]](#footnote-1) Grâce à ces interactions et engagements, les normes et questions de genre sont ainsi devenues:

1. Une monnaie d'échange dans des conflits transnationaux particuliers, tout comme un instrument pour la gestion de dissidences politiques (e.g. en Afghanistan et au Pakistan) ;
2. Un instrument important pour la défense des droits des femmes en termes de stratégie, plaidoyer, *lobbying*, formation d’alliances et levée de fonds tant au niveau transnational comme international (mis en évidence par le travail de *Musawah* et d’*Afghan Women’s Network).*

Parmi les différents effets, on souligne les programmes d’appui aux organisations de femmes, le plaidoyer des ONG, mais aussi les programmes de prestation de services – notamment l’éducation des filles et la construction d’abris pour les femmes –, les quotas de genre, les lois de statut social ou l’interdiction de la violence de genre, entre autres. Ces initiatives ont été positivement accueillies par certains acteurs, mais fortement critiquées par d’autres. En ce qui concerne ce dernier groupe, si, d’une part, les acteurs conservateurs, appartenant soit au gouvernement soit à la société civile, ont dominé ces actions comme pratiques de *Westoxificatio;[[2]](#footnote-2),* d’autre part, on identifie aussi une critique fondée sur une perspective post coloniale qui considérait ces initiatives, en tant qu’interventions au nom d’une stratégie néo-impériale civilisatrice faisant partie d’une logique de globalisation néo-libérale. À cela contribua le rapport de pouvoir entre les pays intervenants et ceux qui se trouvent sous intervention, appartenant au Nord et au Sud globaux, respectivement.

 En ce sens, des contestations ont émergé, non seulement aux féminismes occidentaux de la part des mouvements de femmes (Roces 2010), mais aussi à d’autres féminismes (religieux et libéraux) à l’intérieur des mouvements de femmes, tant au niveau local comme transnational. Ces mouvements sont manifestement hétérogènes et multi vocaux par rapport aux interprétations au sujet de questions sur les femmes et leurs droits, aussi bien qu’en ce qui concerne le lien entre religion et genre (Ahmed-Gosh 2015). Des contre-mouvements sont aussi survenus, souvent religieux et conservateurs, parfois transnationaux (Derichs e Fennert 2014 sur les cas dans le Sud-Est Asiatique et dans la région MENA).

 Dans le Nord global, néanmoins, le fait que les termes du débat soient posés de mode différent, étant donné les différentes configurations historico-sociales, économiques et politiques, le genre continue à occuper une position centrale dans les débats nationaux et internationaux, servant aussi comme indicateur de la nature plus ou moins progressiste des états. L’Union Européenne, par exemple, perçoit les rapports de genre comme un élément important aussi bien dans ses politiques d’élargissement à l’Est Européen (Pető e Manners 2006, 97-111) que dans celles de voisinage en Méditerranée et en Euro-Asie (Gündüz 2015). De plus, comme nous l’avons déjà mentionné, les droits des femmes ont été élus soit par la Suède, un pays scandinave, soit par les Émirats Arabes Unis, un pays arabe, comme des arènes centrales pour la construction de stratégies de distinction vis-à-vis de leurs voisins respectifs. Dans le cas de la Suède, celle-ci a proclamé en 2015 une politique externe féministe ; Les Émirats Arabes Unis, pour leur part, se sont activement engagés dans une campagne internationale visant à être considérés un modèle pour les droits des femmes au Moyen Orient (Carvalho Pinto 2018, sous presse).

 Cela devient donc évident que la construction de statut ayant pour base les droits des femmes est devenue un pilote important dans l’interaction entre acteurs internationaux, régionaux et transnationaux, qui agissent aussi bien intra comme inter-régions. Cependant, malgré sa dimension empirique, ce thème est encore absent de la littérature sur le statut. Ainsi, ce dossier spécial fait appel à contributions qui se penchent sur les thématiques suivantes :

* Travaux à caractère plus général qui soient engagés avec la littérature sur le statut et qui contribuent à la théorisation de la relation entre statut et genre ;
* Comment différentes approches de politique externe, qui incluent mais ne sont pas limitées aux approches de *soft power* et des interventions, militaires ou non, peuvent être configurées comme stratégies de coopération ou conflit visant la poursuite d’une politique du statut ;
* Des cas empiriques (du Nord et du Sud globaux) qui examinent comment les états ou les groupes d’états, organisations internationales ou supra nationales et alliances régionales, stimulent certaines normes de genre dans des forums/organisations internationales comme partie intégrante d’une stratégie de construction de statut. À accentuer le rôle de *norm setters* de pays comme la Norvège et la Suède ; de même pour les débats relatifs à la ratification et aux réserves du CEDAW et de la DEVAW, et d’initiatives relatives à la Résolution 1325 (2000) ; [[3]](#footnote-3)
* Comment cette diffusion de normes de genre – résultantes de l’association avec des politiques de statut – constitue des répertoires trans-locaux et leurs conséquences, non seulement pour des mouvements et contre-mouvements de femmes et activistes, mais aussi pour la vie de tous les jours des femmes ;
* Théorisation et recherche de ces pratiques et politiques discursives à partir d’une perspective féministe des relations internationaux, avec une référence particulière à de possibles instruments épistémologiques, théoriques et méthodologiques qui pourront être utilisés dans cette étude ;
* Perspectives postcoloniales, subalternes et non-centrées, sur le rapport entre genre et recherche de statut de la part d’acteurs régionaux, internationaux et transnationaux.

**Références**

Abu-Lughod, Lila. 2009. “Dialects of Women’s Empowerment: The International Circuitry of the Arab Human Development Report 2005.” International Journal of Middle East Studies (41) 83–103.

Ahmed-Gosh, Huma. 2015. Contesting Feminisms - Gender and Islam in Asia. Albany: SUNY Press.

Carvalho Pinto, Vânia. 2018, in press. “Signalling for status: UAE and women's rights.” Contexto internacional: journal of global connections.

De Carvalho, Benjamin e Iver B. Neumann (orgs.). 2015. Small state status seeking. Norway’s Quest for International Standing. New York, Abingdon: Routledge.

Derichs, Claudia (in cooperation with) Dana Fennert. 2014. Women's Movements and Countermovements. The Quest for Gender Equality in Southeast Asia and the Middle East. Cambridge: Cambridge Scholars Press.

Gong, Gerrit W. 2002. “Standards of Civilization Today.” In Globalization and Civilizations, organized by Mehdi Mozaffari, 77-96. New York: Routledge.

Gündüz, Z. Y. 2015. “Gendering the neighbors: The European Union’s policies on gender and equality on Saharan Africa and Central Asia.” In The European Union’s Broader Neighborhood: Challenges and opportunities for cooperation beyond the European Neighborhood Policy, organized by S. Gstöhl e E. Lannon, 162-186. Abingdon: Routledge.

Jakobsen, Peter Viggo, Jens Ringsmose and Håkon Lunde Saxi. 2018. “Prestige-seeking small states: Danish and Norwegian military contributions to US-led operations.” European Journal of International Security (3) 2. DOI:10.1017/eis.2017.20

Jayawardena, Kumari. 1994. Feminism and Nationalism in the Third World, London: Atlantic Highlands; New Jersey: Zed Books.

Larson, Deborah Welch, T. V. Paul and William C. Wohlforth. 2014. “Status and World Order.” In Status in World Politics, organized by T.V. Paul, Deborah Welch Larson and William C. Wohlforth, 3-32. Cambridge: Cambridge University Press.

Mozaffari, M. 2001. “The Transformationalist Perspective and the Rise of a Global Standard of Civilization.” International Relations of the Asia-Pacific (1): 247-264.

Pető, Andrea and Ian Manners. 2006. “The European Union and the Value of Gender Equality.” In Values and Principles in European Union Foreign Policy, organized by Sonia Lucarelli and Ian Manners, 97-113. London; NY: Routledge.

Pu, Xiaoyu and Randall L. Schweller. 2014. “Status Signalling, Multiple Audiences, and China’s Blue-Water Naval Ambition.” In Status in World Politics, organized by T.V. Paul, Deborah Welch Larson and William C. Wohlforth, 141-164. Cambridge: Cambridge University Press.

Renshon, Jonathan. 2017. Fighting for status. Hierarchy and conflict in world politics. Princeton and Oxford: Princeton University Press.

Roces, Mina and Louise Edwards. 2010. Women's Movements in Asia: Feminisms and Transnational Activisms in Asia. London and New York: Routledge.

Towns, Ann. 2007. “The Status of Women and the Ordering of Human Societies along the Stages of Civilization.” In Civilizational Identity: The Production and Reproduction of “Civilizations” in International Relations, organized by Martin Hall and Patrick Thaddeus Jackson, 167-179. Basingstoke: Palgrave.

Towns, Ann. 2016. “Civilization.” In Oxford Handbook on Feminist Theory, organized by Lisa Disch and Mary Hawkesworth, 79-99. Oxford: Oxford University Press.

Ward, Steven. 2017. “Lost in Translation: Social Identity Theory and the Study of Status in World Politics.” International Studies Quarterly (61): 821–834.

Weiss, Yoram and Chaim Fershtman. 1998. “Social status and economic performance: A survey.” European Economic Review (42): 801- 820.

Wohlforth, William C. et al. 2017. “Moral authority and status in International Relations: Good states and the social dimension of status seeking.” Review of International Studies 44(3): 526-546.

Zarakol, Ayşe. 2014. “What made the modern world hang together: socialisation or stigmatisation?” International Theory (6): 311-332.

**Date limite de soumission**

Soumission d'articles, avec le strict respect des directives de la revue présentées sur Http://www.apem-estudos.org/pt/page/submissao-de-artigos, jusqu'au 17 mai 2019 à apem1991@gmail.com. Les textes qui ne respectent pas les normes relatives à l’extension, à la mise en forme et à la citation ainsi qu’au référencement des sources bibliographiques **ne seront pas retenus.** Dans les quatre semaines après la date limite pour la réception, les auteurs/es recevront des informations sur les résultats du premier examen et sur le passage à l’étape suivante, c'est-à-dire la présentation de l’article, sous anonymat, à un examen scientifique par des pairs. La sortie de ce numéro est prévue en décembre de 2019.

***ex æquo***

**ex æquo is a scientific, interdisciplinary and multidisciplinary peer reviewed journal** open to contributions of multiple disciplines and currents of thought. Published since 1999 as a bi-annual interdisciplinary journal in the area of Women’s, Gender and Feminist Studies (http://exaequo.apem-estudos.org/page/apresentacao-da-revista?lingua=en)

***ex æquo*** invites submissions of original papers, both to the thematic dossiers and the studies and essays caption, and book reviews. The Journal is edited by the Portuguese Association of Women’s Studies (APEM) and is directed to an international audience, accepting manuscripts submitted in Portuguese, English, French and Spanish, from various countries. It aims to ensure that the articles published make a significant contribution to the advance of knowledge. Articles submitted for publication undergo a blind independent review by at least two recognised specialists drawn from a range of countries.

It is sponsored by the Portuguese Foundation for Science and Technology (FCT) ([http://alfa.fct.mctes.pt/apoios/facc/estatisticas/periodicos\_2002\_2006#sociais](https://webmail.netcabo.pt/exchweb/bin/redir.asp?URL=http://alfa.fct.mctes.pt/apoios/facc/estatisticas/periodicos_2002_2006%23sociais)).

1. *Women’s Regional Network*, est un réseau de femmes leaders de la société civile qui travaille pour le développement des droits des femmes et de la paix régionale en Afghanistan au Pakistan et en Inde (https://www.womensregionalnetwork.org). *Afghan Women’s Network*, c’est une organisation non gouvernementale créée en 1996 par des femmes afghanes, après la Conférence Mondiale sur les Femmes à Pékin, qui travaille pour habiliter les femmes et garantir leur participation égalitaire dans la société afghane (http://www.awn-af.net). *Musawah* est un mouvement global pour l’égalité et la justice dans la famille musulmane, mené par des féministes (http://www.musawah.org). *WLUML* était un réseau international de solidarité qui offre information, appui et un espace collectif aux femmes dont les vies ont été déterminées, conditionnées ou gouvernées par des lois et coutumes prétendument dérivées de l’Islam (http://www.wluml.org). [↑](#footnote-ref-1)
2. Le terme décrit une fascination et une dépendance vis-à-vis de l’Occident au détriment de liens culturels, traditionnels et historiques de l’Islam et du monde islamique. Fondé sur l’imitation indiscriminée de l’Occident, cela révèle un sens d’intoxication qui mène à l’aliénation culturelle. Cf: http://www.oxfordislamicstudies.com/article/opr/t125/e2501 [↑](#footnote-ref-2)
3. CEDAW: Convention Pour l’Élimination de Toutes les Formes de Discrimination contre les Femmes, 1981; DEVAW: Déclaration sur l’Élimination de la Violence Contre les Femmes, 1993. Résolution 1325 (2000) reconnaît que les femmes souffrent de forme différente les impacts de la guerre et réaffirme la nécessité de renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision par rapport à la prévention et résolution de conflits. [↑](#footnote-ref-3)